

<b><i>Délibération approbation du PLU - CM du 20200116</i></b>	<b><i>2</i></b>
<b><i>Délibération arrêt du PLU - CM du 20190521</i></b>	<b><i>5</i></b>
<b><i>Délibération PLU – acter des débats sur le PADD- CM du 20170413</i></b>	<b><i>9</i></b>
<b><i>Délibération PLU – Prescription PLU, définition objectifs - CM du 20150928</i></b>	<b><i>11</i></b>

# Délibération approbation du PLU - CM du 20200116

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT des HAUTES-ALPES  
**COMMUNE de BARATIER**

Envoyé en préfecture le 20/01/2020  
Reçu en préfecture le 20/01/2020  
Affiché le 20/01/2020  
ID : 005-210500120-20200116-DEL\_01\_2020-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Séance du 16 janvier 2020

Nombre de Membres	
En exercice	15
Présents	14
Votants	15

Date de la convocation
10 janvier 2020

L'an deux mille vingt et le jeudi seize janvier à dix-huit heures quinze minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle polyvalente sise route de Pra Fouran à Baratier (délibération n° 55/2005 du 30 juin 2005), sous la présidence de M. Jean BERNARD, Maire.

**Présents :** Christine MAXIMIN, Georges PONS, Daniel MEGEVAND, Jacques BELLOT, Olivier BROQUEDIS, Jean-François CONDEVAUX, Damien CRAISSE, Monique FARNAUD, Nathalie FAURE-BRAC, Jean-Pierre GUASCO, Jean-François MESROBIAN, Audrey ROUX, Marc VIGNAL

#### Absents excusés :

Christian STRAPPAZZON (procuration donnée à Jean BERNARD)

**Secrétaire de séance :** Madame Christine MAXIMIN

#### **N° 01/2020 – OBJET : 2.1 Documents d'urbanisme – Plan Local d'Urbanisme : Approbation**

VU les lois en vigueur et notamment la Loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové dite Loi ALUR du 24 mars 2014 ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les Articles L 151-1 et suivants, L 152-1 et suivants, L 153-1 et suivant et R 153-1 et suivants ;

VU les Articles L 103-2 à L 103-4 et L 103-6 du Code de l'Urbanisme relatifs à la concertation ;

VU la délibération du Conseil Municipal n° 36/2015 en date du 28 septembre 2015, prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme et la délibération du Conseil Municipal, définissant les objectifs retenus et les modalités de concertation mises en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

VU la délibération du Conseil Municipal n° 32/2019 en date du 21 mai 2019 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme, tirant le bilan de la concertation et décidant en application du Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015, d'appliquer au présent Plan Local d'Urbanisme, l'ensemble des Articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ;

VU les avis des services consultés ;

VU l'Arrêté du Maire n° 124/2019 en date du 13 septembre 2019 prescrivant l'enquête publique relative au Plan Local d'Urbanisme ;

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur du 11 décembre 2019 ;

VU le projet de Plan Local d'Urbanisme qui comprend un rapport de présentation, un Projet d'Aménagement et de Développement Durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes ;  
.../...

Certifié exécutoire par : Transmission en Préfecture, le : 20/01/2020 et Affichage, le 20/01/2020

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles le projet de Plan Local d'Urbanisme a été élaboré, à quelle étape de la procédure il se situe, et présente le projet de Plan Local d'Urbanisme, les avis émis par les Personnes Publiques Associées ainsi que le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur.

**CONSIDERANT** que le Plan Local d'Urbanisme doit faire l'objet de modifications mineures pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées (PPA) qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur :

- ⇒ Suite à l'avis de la CDPENAF, le STECAL « aire de covoiturage » est réduit à l'emprise existante.
- ⇒ Suite à l'avis de l'Etat, pour plus de clarté entre le PADD et le rapport de présentation, le titre du paragraphe de la page 203 du rapport de présentation est corrigé comme suit : « Adéquation du projet avec la modération de la consommation de l'espace ».
- ⇒ Suite à l'avis de l'Etat, le lien renvoyant vers le zonage d'assainissement est corrigé pour la version approuvée du Plan Local d'Urbanisme.
- ⇒ Suite à l'avis de l'Etat, l'OAP « revitalisation du centre village » et le rapport de présentation sont complétés en expliquant que :
  - la gestion/création de cheminements piétons répond au thème « desserte »
  - s'ils s'avèrent nécessaires, les raccordements en eau, au réseau d'assainissement et la desserte électrique se font et se feront depuis les points de raccordement aux réseaux publics les plus pertinents.
- ⇒ Suite à l'avis de l'Etat, le titre 4 du PADD « un patrimoine naturel à préserver » est modifié conformément au sommaire du PADD et à la délibération actant du débat sur le PADD. Il est remplacé par « Une qualité de vie à préserver ».
- ⇒ Suite à l'avis de l'Etat, le règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme supprime toute référence à un secteur Uep inexistant au plan de zonage.
- ⇒ Suite à l'avis de l'Etat, les références aux Articles L 111-6 et L111-7 du Code de l'Urbanisme sont supprimées dans le rapport de présentation et le règlement du Plan Local d'Urbanisme.
- ⇒ Suite à l'avis de l'Etat, le règlement des zones A et N sera modifié en cohérence avec l'Article L 122-5 du Code de l'Urbanisme.
- ⇒ Suite à l'avis de la Chambre d'Agriculture, 2 secteurs où seules les serres de type maraichage démontables sont autorisées sont créés. Ces 2 secteurs sont situés :
  - à l'est du rond-point de La Mure, sur les parcelles 474 et 475,
  - entre le lotissement de La Mure/ lotissement des Olettes et le secteur At, sur les parcelles 15 et 312 (une partie uniquement).
- ⇒ Suite à l'avis de la Communauté de Communes de Serre-Ponçon, les erreurs matérielles repérées dans le règlement écrit sont corrigées pour la version approuvée.
- ⇒ Lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, la Commune a veillé à faire le point avec les différents agriculteurs pour connaître leurs besoins (constructions, agrandissements, aménagements). Ces besoins ont été pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme arrêté. Suite à l'enquête publique, certains agriculteurs sont venus préciser les besoins et projets de développement de leurs exploitations, pour la version approuvée du Plan Local d'Urbanisme, des secteurs Aa ont donc été créés en conséquence entre le rond-point de la Mure et le Chef-lieu.
- ⇒ Suite à l'enquête publique, l'erreur manifeste de zonage de la parcelle 35 est corrigée pour la version approuvée du Plan Local d'Urbanisme. La parcelle 35 est rattachée à la zone U.

Les autres demandes de rajout de parcelles au sein du constructible n'ont pu être satisfaites en raison de leur situation géographique, des obligations de modération de consommation d'espace ayant obligé l'équipe municipale à réduire la surface constructible du Plan d'Occupation des Sols précédent, de la prise en compte de la vocation agricole des parcelles et du respect de la Loi Montagne (continuité de l'urbanisation).

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT des HAUTES-ALPES  
**COMMUNE de BARATIER**

Envoyé en préfecture le 20/01/2020  
Reçu en préfecture le 20/01/2020  
Affiché le  
ID : 005-210500120-20200116-DEL\_01\_2020-DE

**CONSIDERANT** que le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'Article L 153-21 du Code de l'Urbanisme ;

*Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,*

*Pour : 15*

*Contre : 0*

*Abstention : 0*

- **DECIDE** d'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.

En application du Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 et de la décision du Conseil Municipal en date du 21 mai 2019, l'ensemble des Articles R 151-1 à R 151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 sera applicable au présent Plan Local d'Urbanisme.

Conformément aux Articles R 153-20 et 21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département et mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Une copie de la délibération approuvant le Plan Local d'Urbanisme (accompagnée du dossier de Plan Local d'Urbanisme) sera adressée à Madame la Préfète du Département des Hautes-Alpes.

En application des Articles L 153-23 et 24 du Code de l'Urbanisme, elle sera exécutoire après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la Mairie de BARATIER aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture des Hautes Alpes, conformément à l'Article L 153-22 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,  
**Jean BERNARD**



Certifié exécutoire par : Transmission en Préfecture, le : 20/01/2020 et Affichage, le 20/01/2020

# Délibération arrêt du PLU - CM du 20190521

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT des HAUTES-ALPES  
**COMMUNE de BARATIER**

Envoyé en préfecture le 24/05/2019  
Reçu en préfecture le 24/05/2019  
Affiché le 24/05/2019  
ID : 005-210500120-20190521-DEL\_32\_2019-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Séance du 21 mai 2019

Nombre de Membres	
En exercice	15
Présents	13
Votants	15

Date de la convocation	
16 mai 2019	

L'an deux mille dix-neuf et le mardi vingt et un mai à dix-huit heures quinze minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle polyvalente sise route de Pra Fouran à Baratier (délibération n° 55/2005 du 30 juin 2005), sous la présidence de M. Jean BERNARD, Maire.

**Présents :** Christine MAXIMIN, Georges PONS, Christian STRAPPAZZON, Daniel MEGEVAND, Jacques BELLOT, Olivier BROQUEDIS, Damien CRAISSE, Jean-Pierre GUASCO, Monique FARNAUD, Nathalie FAURE-BRAC, Jean-François MESROBIAN, Audrey ROUX

#### Absents excusés :

Jean-François CONDEVAUX (procuration donnée à Daniel MEGEVAND)  
Marc VIGNAL (procuration donnée à Christine MAXIMIN)

**Secrétaire de séance :** Madame Monique FARNAUD

**N° 32/2019 – OBJET : 2.1 Documents d'urbanisme - Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) - Bilan de la concertation**

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les Articles L 151-1 et suivants, L 152-1 et suivants, L 153-1 et suivant et R 153-1 et suivants ;

VU les Articles L 103-2 à L 103-4 et L 103-6 du Code de l'Urbanisme relatifs à la concertation ;

VU la délibération du conseil municipal n° 36/2015 du 28 septembre 2015 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et définissant les modalités de concertations mises en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

- les objectifs de la révision du POS pour l'élaboration d'un PLU définis dans la délibération du 28 septembre 2015 ;
- le débat qui a eu lieu au sein du Conseil Municipal le 13 avril 2017 (délibération n° 15/2017) sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- les éléments essentiels du projet de P.L.U. et à quelle étape de la procédure il se situe ;
- le bilan de la concertation mise en œuvre à l'occasion de la révision du POS pour l'élaboration d'un P.L.U., dont les modalités correspondent à celles qui ont été définies par la délibération du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2015 ;

Cette concertation a revêtu la forme suivante :

#### **1) Réunions publiques et ateliers participatifs :**

- o **30 août 2016 :** réunion publique initiale pour expliquer la démarche et le projet de PLU (contexte réglementaire - contenu et étapes d'un PLU).

...

Certifié exécutoire par : Transmission en Préfecture, le : 24/05/2019 et Affichage, le 24/05/2019

Lors de cette première réunion publique d'élaboration du PLU, il a été proposé à la population présente suivant la méthode du « métaplan » de définir les enjeux du territoire. Plusieurs thèmes à enjeux ont ainsi été identifiés et suite à la réunion publique, l'équipe municipale a confirmé sa volonté de lancer une étude de programmation sur la revitalisation du centre village.

- o **Ateliers de concertation** spécifiques organisés sur le développement économique pour adapter la concertation aux attentes des Baratons et à la définition du projet tel que demandé lors de la 1<sup>re</sup> réunion publique :
  - ⇒ **18 novembre 2016** : Les enjeux du tourisme dans l'élaboration du PLU de Baratier.
  - ⇒ **20 décembre 2016** : Les enjeux agricoles dans l'élaboration du PLU de Baratier.
  - ⇒ **27 janvier 2017 (matin)** : Les enjeux des acteurs commerciaux et de l'artisanat sur la Commune.
  - ⇒ **27 janvier 2017 (après-midi)** : Les enjeux du Chef-Lieu en termes de développement économique.
- o **2 juin 2017 : réunion publique** : présentation des éléments de diagnostic, de l'état initial de l'environnement et du Projet d'Aménagement et de Développement Durable. Cette 2<sup>ème</sup> réunion présentait la planification du développement et de l'aménagement de la commune et la gestion du foncier du territoire Baraton pour les 10 à 15 ans à venir.
- o **23 février 2018 : réunion spécifique sur les zones humides** organisée avec les services de l'état et les organismes compétents ; l'objectif étant de préciser la réglementation.
- o **Année 2018 : ateliers et réunions publiques** liés à l'étude de programmation.
- o **12 avril 2019 : réunion publique** présentant le zonage et le règlement du futur PLU. Suite à la demande de certains habitants et à une réflexion du Conseil Municipal, un délai supplémentaire pour la consultation des documents a été convenu.

## **2) Registre en mairie du 1<sup>er</sup> septembre 2016 au 10 mai 2019**

Des remarques ont été enregistrées

## **3) Possibilité d'écrire au Maire et disponibilité des Elus et du Bureau d'Etudes pour rencontrer les habitants.**

**En résumé, les moyens d'information, d'expression et de débat ont été mis en place :**

- L'affichage des délibérations,
- L'insertion dans le bulletin municipal « L'écho du Pouzenc » de plusieurs articles sur le PLU,
- L'annonce de chaque réunion publique par affiches annonçant l'heure, la date et le thème de chaque réunion,
- La tenue de 3 réunions publiques. A chacune de ces réunions, il y avait une cinquantaine de personnes présentes.
- L'organisation de 4 ateliers participatifs avec les acteurs du développement économique auxquels peut s'ajouter l'atelier participatif organisé lors de la 1<sup>re</sup> réunion publique,
- L'organisation d'une réunion spécifique pour comprendre et accompagner la prise en compte des zones humides dans l'avenir et plus spécifiquement dans le PLU,
- La diffusion d'articles dans la presse départementale en lien avec les différentes réunions publiques.
- Pendant l'année 2018, parallèlement et de concert au PLU, la tenue de nombreux ateliers participatifs et de réunions publiques en lien avec l'étude de programmation sur la revitalisation du centre village. Le bureau d'études en charge d'assister la commune dans l'élaboration de son PLU a été présent à plusieurs de ces ateliers. Les thèmes comme l'aménagement du centre bourg, la prise en compte de l'environnement et la qualité des circulations ont été abordés dans ce cadre avec la population. Les objectifs et orientations retenus dans le scénario d'aménagement issu de cette étude de programmation ont été traduits lorsque nécessaire dans le PLU.

.../...

**COMMUNE de BARATIER**

Envoyé en préfecture le 24/05/2019

Reçu en préfecture le 24/05/2019

Affiché le 24/05/2019

ID : 005-210500120-20190521-DEL\_32\_2019-DE

- La mise à disposition / affichage des documents en mairie y compris de l'ensemble des comptes rendus des réunions publiques et des réunions avec les personnes publiques associées.
- La mise à disposition, entre le 15 avril 2019 et le 10 mai 2019, à la mairie du dossier complet du PLU avec possibilité de téléchargement de la version numérique.
- La mise en place d'un registre mis à disposition de la population, en Mairie, aux heures d'ouverture habituelles : les lundi, mardi, jeudi, vendredi, samedi de 9 h à 12 h et les mardi et vendredi de 13 h 30 à 16 h 30.
- La possibilité d'écrire à la mairie. Une trentaine de courriers ont été reçus en Mairie, ces différents courriers ont fait l'objet de réponse individuelle.
- La disponibilité de l'équipe municipale et du bureau d'étude, tout au long de l'élaboration du PLU, pour des entretiens individuels. M. le Maire et son équipe ont pris l'initiative de rencontrer individuellement les personnes souhaitant avoir un entretien privé au sujet du PLU.

**L'ensemble de cette concertation a notamment permis :**

- D'intégrer pleinement les enjeux économiques du territoire dans le PLU avec la création de zones spécifiques (Uc, Umc, Ncv, Nt, At, Ae, Als).
- De travailler spécifiquement sur la prise en compte des zones humides dans le document d'urbanisme,
- De prendre en compte toutes les composantes du fonctionnement agricole du territoire avec la création des secteurs agricoles spécifiques (Aa, Ai) cohérents avec le paysage et les pratiques des différentes exploitations agricoles,
- De traduire les objectifs et orientations retenus dans le scénario d'aménagement issu de cette étude de programmation. Cette traduction concerne particulièrement le développement des circulations douces, l'aménagement des espaces publics du centre village et notamment la préservation du parc des Clôtures et du jardin de Charamaille (orientation d'aménagement et programmation spécifique, emplacements réservés, identification au titre du L151-19).
- D'examiner les demandes personnelles de terrains constructibles par rapport au projet global et normes supérieures en particulier au regard de l'application de la loi montagne et des obligations de modération de la consommation d'espace. Ces demandes ont également été confrontées aux problématiques de continuité de l'urbanisation (Loi Montagne), d'exposition aux risques et de desserte des terrains : voirie, réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité.

*Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,*

Pour : 15

Contre : 0

Abstention : 0

- **APPROUVE** le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté par Monsieur le Maire, en application de l'Article L 103-6 du Code de l'Urbanisme.
- **DECIDE** d'appliquer au présent Plan Local d'Urbanisme, l'ensemble des Articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, en application du Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015.
- **ARRÊTE** le projet de plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.

.../...

- **MANDATE** Monsieur le Maire pour la réalisation de la suite de la procédure, à savoir :
  - soumettre le projet de plan arrêté pour avis, en application des Articles L153-16 et 17 et 18 du Code de l'Urbanisme :
    - aux personnes publiques associées à son élaboration, mentionnées aux Articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
    - à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF);
    - et à leur demande : aux communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, associations locales d'usagers agréées, associations de protection de l'environnement agréées.
  - Mettre en œuvre et réaliser l'enquête publique du PLU en application du Code de l'Environnement et notamment les Articles L123-1 et suivants.
- **PRECISE** que la présente délibération, conformément à l'Article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.
- **PRECISE** qu'une copie de la délibération arrêtant le projet de PLU (accompagnée du projet de plan) sera adressée à Madame la Préfète du Département des Hautes-Alpes.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,  
Jean BERNARD  
  


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT des HAUTES-ALPES  
**COMMUNE de BARATIER**



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 13 avril 2017**

Nombre de Membres	
En exercice	15
Présents	11
Votants	15

Date de la convocation	
07 avril 2017	

L'an deux mille dix-sept et le jeudi treize avril à dix-huit heures quinze minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle polyvalente sise route de Pra Fouran à Baratier (délibération n° 55/2005 du 30 juin 2005), sous la présidence de M. Jean BERNARD, Maire.

**Présents :** Christine MAXIMIN, Georges PONS, Christian STRAPPAZZON, Daniel MEGEVAND, Olivier BROQUEDIS, Jean-François CONDEVAUX, Monique FARNAUD, Nathalie FAURE-BRAC, Jean-Pierre GUASCO, Audrey ROUX.

**Absents excusés :**

Jacques BELLOT (procuration donnée à Monique FARNAUD)  
Damien CRAISSE (procuration donnée à Georges PONS)  
Jean-François MESROBIAN (procuration donnée à Jean BERNARD)  
Marc VIGNAL (procuration donnée à Christine MAXIMIN)

**Secrétaire de séance :** Monsieur Jean-François CONDEVAUX

**N° 15/2017 – OBJET : 2.1 Documents d'urbanisme – Plan Local d'Urbanisme : débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable**

Les membres présents formant la majorité des membres en exercice, le Maire rappelle aux Conseillers Municipaux que par délibération n° 36/2015 du 28 septembre 2015, ils ont prescrit la révision générale du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) pour l'élaboration d'un du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), ainsi que les modalités de concertation et les objectifs poursuivis.

Pour ce faire, le Bureau d'Etude CHADO avait été missionné.

Le Chapitre I du Titre V du Code de l'Urbanisme fixe le contenu, la finalité et les procédures d'adoption ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme.

C'est ainsi que les Articles L 151-2 et R 151-1 du Code de l'Urbanisme disposent que les P.L.U. comprennent notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.).

Selon l'Article L 151-5 du Code de l'Urbanisme, ce P.A.D.D. définit :

- 1- Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- 2- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Conformément à l'Article L 153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du P.A.D.D. doivent être soumises au Conseil Municipal, au plus tard, deux mois avant l'examen du projet du P.L.U.. Monsieur le maire expose alors le projet de P.A.D.D. qui se présente autour des axes principaux suivants :

.../...

Certifié exécutoire par : - transmission en Préfecture, le :

et Affichage, le 20/04/2017

**Porte sud de l'Embrunais**

- Qualifier l'entrée de la Commune, véritable porte d'entrée d'un bassin de vie plus large : l'Embrunais ;
- S'appuyer sur la plaine du Liou pour conforter l'image et l'attrait économique du territoire ;
- Gérer et améliorer qualitativement la fonction de desserte et de lien entre les communes, les fonctions du territoire et les sites touristiques.

**Territoire à vivre**

- Maîtriser le développement de l'habitat dans l'espace et le temps ;
- Intégrer la maîtrise du développement de l'habitat, le futur renouvellement de la population dans les lotissements existants : anticiper les besoins et les évolutions.
- Maintenir une articulation régulière et imbriquée des espaces bâtis et non bâti ;
- Créer et/ou maintenir des jardins familiaux sur le territoire communal ;
- Appréhender le paysage dans toutes ses composantes ;
- Réorganiser et réaménager le centre Village suite à l'acquisition et au projet d'aménagement du Parc des Clôtures.

**Territoire porteur d'emplois**

- Donner les moyens à l'agriculture en tant que composante de l'économie locale,
- Conforter et encadrer le commerce, l'artisanat et les services sur le territoire communal,
- Clarifier et élargir le positionnement touristique de Baratier.

**Qualité de vie à préserver**

- Affirmer la volonté de soutenir et développer une agriculture viable et locale pour demain ;
- Prendre en compte le fonctionnement écologique et la biodiversité dans tout projet de développement ;
- Savoir dimensionner le projet de développement en fonction des ressources naturelles du territoire

**Enjeux à anticiper pour l'avenir**

- Définir une stratégie foncière à court, moyen et long terme,
- Anticiper les enjeux énergétiques,
- Prévoir l'aménagement numérique du territoire,
- Prévenir les risques naturels.

Après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert et invite par conséquent, les membres du Conseil Municipal à s'exprimer sur les orientations générales du P.A.D.D..

Résumé des principaux échanges du débat (une ou deux remarques, un ou deux sujets abordés – il n'y a aucune obligation à ce que les échanges soient mentionnés dans la délibération)

La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses Articles L 151-1, L 151-28 et suivants et ses Articles R 151-1 et suivants relatifs au Plan Local de l'Urbanisme

Vu l'Article L 153-1 et suivants du Code de l'Urbanisme

Vu la délibération n° 36/2015 du 28 septembre 2015 prescrivant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), ainsi que les modalités de concertation et les objectifs poursuivis.

Considérant que conformément aux dispositions de l'Article L153-12 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal a débattu des orientations générales du P.A.D.D.

Après clôture des débats par Monsieur le Maire.

**Le Conseil Municipal, après en avoir débattu,**

- **PREND ACTE** des échanges lors du débat sans vote sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable portant sur la révision du P.O.S. en P.L.U..
- **DIT** que :
  - La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération
  - La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet et fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois.

Fait et débattu les jour, mois et an susdits.

Le Maire  
Jean BERNARD  
052103

# Délibération PLU – Prescription PLU, définition objectifs - CM du 20150928

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT des HAUTES-ALPES

## COMMUNE de BARATIER



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Séance du 28 septembre 2015

Nombre de Membres	
En exercice	15
Présents	15
Votants	15

Date de la convocation	22 septembre 2015
------------------------	-------------------

L'an deux mille quinze et le lundi vingt-huit septembre à dix-huit heures quinze minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle polyvalente sise route de Pra Fouran à Baratier (délibération n° 55/2005 du 30 juin 2005), sous la présidence de M. Jean BERNARD, Maire.

**Présents** : Christine MAXIMIN, Georges PONS, Christian STRAPPAZZON, Daniel MEGEVAND, Jacques BELLOT, Olivier BROQUEDIS, Jean-François CONDEVAUX, Damien CRAISSE, Monique FARNAUD, Nathalie FAURE-BRAC, Jean-Pierre GUASCO, Jean-François MESROBIAN, Audrey ROUX, Marc VIGNAL

**Absents excusés** :

**Secrétaire de séance** : Monsieur Daniel MEGEVAND

**N° 36/2015 – OBJET** : Révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

VU la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 ;

VU la Loi Urbanisme et Habitat du 02 juillet 2003 ;

Vu la Loi Grenelle II du 12 juillet 2010 ;

VU la Loi ALUR du 24 mars 2014 ;

VU le Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Baratier ;

Monsieur le Maire expose que la révision générale du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal est rendue nécessaire en vue d'une gestion du développement durable communal. Les objectifs poursuivis par la Commune sont notamment :

- Promouvoir et favoriser l'installation de résidents principaux par une offre en logements adaptée à la demande,
- Maintenir, renforcer l'activité économique dans le village et développer l'emploi,
- Maintenir les équipements liés à l'enfance et à la jeunesse sur la Commune,
- Développer les services de proximité,
- Renforcer la centralité et l'attractivité du chef-lieu (mixité),
- Développer les liaisons douces au sein du village,
- Promouvoir les énergies renouvelables et leur utilisation dans les constructions,
- Maîtriser l'urbanisation dans l'espace et dans le temps afin de préserver et d'harmoniser les qualités environnementales et paysagères du territoire et conserver le caractère rural du village,

.../...

Certifié exécutoire par : - transmission en Préfecture, le : 05/10/2015 et Affichage, le 05/10/2015

- Préserver les zones de contraintes écologiques, favoriser la biodiversité et la circulation des espèces,
- Donner une priorité à l'urbanisation dans les zones constructibles où existent déjà les réseaux, équipements et services,
- Identifier et préserver les terres agricoles,
- Développer le numérique.

*Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,*

*Pour : 15*

*Contre : 0*

*Abstention : 0*

- **DECIDE** de prescrire la révision générale du P.O.S. pour l'élaboration d'un P.L.U sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.
- **PRECISE** que les services de l'Etat, en vertu de l'Article L 123-7, seront associés à la révision du POS lors des réunions d'études qui auront lieu notamment :
  - après que le Préfet ait porté à la connaissance du Maire les éléments nécessaires à la révision du P.O.S. conformément à l'Article L 121-2 du Code de l'Urbanisme,
  - avant que le projet de P.L.U. ne soit arrêté par le Conseil Municipal et en tant que de besoin, lorsque le Maire le jugera utile.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la révision du P.O.S. pour l'élaboration d'un P.L.U..
- **SOLLICITE** l'Etat, conformément à l'Article L 121-7, Alinéa 1, du Code de l'Urbanisme, pour qu'une dotation, au titre de la Dotation Générale de Décentralisation, soit allouée à la Commune afin de couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du P.O.S pour l'élaboration d'un P.L.U..
- **DECIDE** de rédiger un cahier des charges pour la consultation de bureaux d'études dont la mission est confiée au CAUE.
- **PRECISE** qu'en vertu de l'Article L 121-4 du Code de l'Urbanisme, il y a lieu de fixer les modalités d'association des personnes publiques autres que l'Etat à la révision du P.O.S..
- **PRECISE** qu'en vertu des Articles L 121-4 et L 123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :
  - au Préfet des Hautes-Alpes,
  - aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
  - aux Présidents de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
  - au Président du Parc National des Ecrins,
  - au Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains,
  - à la Présidente de la Communauté de Communes de l'Embrunais,
  - au Président de l'établissement public du SCoT,
  - aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés,
  - aux Maires des communes limitrophes, .....

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT des HAUTES-ALPES  
**COMMUNE de BARATIER**

- **DECIDE** qu'en application de l'Article L 300-2 du Code de l'Urbanisme, les modalités de concertation sont les suivantes :
  - \* Publication d'au moins deux articles dans un journal d'annonces légales à diffusion départementale ;
  - \* Annonce de la concertation par affichage en Mairie, article sur le site Internet de la Commune et insertion dans le bulletin municipal ;
  - \* Explication de la démarche et justification du projet au cours d'une réunion publique initiale ouverte à la population ;
  - \* Mise à disposition du public en Mairie, aux heures d'ouverture du secrétariat, d'un registre servant à recueillir par écrit les observations des habitants, pendant toute la durée des études jusqu'à l'arrêt du projet de P.L.U. ;
  - \* Possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.
  - \* A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au Conseil Municipal qui délibérera et arrêtera le projet de P.L.U..
- **PRECISE** que le bilan de la concertation pourra être tiré dans la délibération prescrivant l'arrêt du P.L.U. (Article R 123-18 du Code de l'Urbanisme).
- **PRECISE** que conformément à l'Article L 121-5 du Code de l'Urbanisme, les associations locales d'usagers et de protection de l'environnement agréées pourront être associées à leur demande.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes de ce dossier sont inscrits au budget des exercices considérés.
- **PRECISE** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Le Maire,**  
**Jean BERNARD**



Certifié exécutoire par : - transmission en Préfecture, le :

et Affichage, le